

Résumé

Depuis 2000, des progrès se dessinent au niveau des émissions de polluants atmosphériques traditionnels, de la consommation de carburant pour les transports, de l'intensité énergétique, de la consommation d'eau, du traitement des eaux usées et de la protection de la biodiversité. Ces progrès s'expliquent en partie par le ralentissement de l'activité économique, sous l'effet de la crise, mais aussi par le fait que les pays de l'OCDE font de plus en plus appel à des instruments tels que la fiscalité pour atténuer les pressions environnementales en influençant le comportement des consommateurs et en internalisant les coûts environnementaux. Par ailleurs, les considérations d'environnement occupent une place de plus en plus centrale dans la coopération pour le développement et dans la recherche-développement (R-D).

Or ces améliorations demeurent en grande partie marginales et les politiques manquent souvent de cohérence, ce qui nuit aux efforts déployés pour lutter contre les atteintes à l'environnement. Ainsi, les pays continuent d'encourager de multiples façons la production et la consommation de combustibles fossiles et l'activité économique reste indissociable des émissions de carbone et du gaspillage d'énergie et d'autres ressources naturelles. Au nombre des grands défis à relever figurent la lutte contre le changement climatique et les conséquences de la dégradation de l'environnement sur la santé ainsi que sur la croissance et le développement futurs. Des politiques vigoureuses et des informations fiables seront nécessaires pour relever ces défis, en particulier dans un contexte de reprise de la croissance.

Principales constatations

La pollution atmosphérique reste préoccupante tant pour le climat que pour la santé publique

- Les émissions de gaz à effet de serre (GES) progressent à l'échelle mondiale mais ont reculé dans presque tous les pays de l'OCDE entre 2000 et 2012, ce qui témoigne d'un découplage global entre ces émissions et la croissance économique. Cette situation s'explique en partie par le ralentissement de l'activité économique lié à la crise économique, mais aussi par le renforcement des politiques climatiques et l'évolution des modes de consommation énergétique.
- Cependant, les pays de la zone OCDE émettent bien plus de dioxyde de carbone (CO₂) par habitant que la plupart des autres régions du monde, avec 9.6 tonnes par personne, contre 3.4 tonnes par personne dans le reste du monde. On estime que les politiques actuelles aboutiront à des émissions mondiales de CO₂ trois fois supérieures au niveau requis pour limiter à 2 °C la hausse des températures mondiales à long terme.

- Les émissions d'oxydes de soufre (SO_x) et d'oxydes d'azote (NO_x) continuent de baisser sous l'effet des économies d'énergie, des substitutions interénergétiques, des mesures antipollution et du progrès technique.
- Dans la moitié des pays de l'OCDE, plus de 90 % de la population est exposée à des concentrations de particules fines (PM_{2.5}) au-delà desquelles on observe des effets néfastes pour la santé. Ces particules pénètrent profondément dans les poumons et peuvent contenir des métaux lourds et des substances organiques toxiques.

La demande d'eau progresse mais la consommation d'eau est restée stable

- Les prélèvements d'eau douce sont restés stables grâce à une utilisation plus efficace de la ressource et à l'amélioration des politiques de tarification, mais aussi au recours accru à des sources de substitution, telles que la réutilisation et le dessalement de l'eau. Si de nombreux pays affichent un découplage relatif entre les prélèvements d'eau et la croissance du PIB, les ressources en eau douce sont soumises à un stress moyen à élevé dans un tiers des pays, et beaucoup de pays doivent faire face à des pénuries d'eau locales ou saisonnières. Le changement climatique pourrait aggraver encore ces pénuries, y compris dans les pays bénéficiant d'un approvisionnement en eau fiable.
- Près de 80 % de la population des pays de l'OCDE bénéficie de services de traitement des eaux usées. Plusieurs pays sont actuellement confrontés à une hausse des coûts de modernisation de leurs réseaux de distribution et d'assainissement vieillissants. Certains d'entre eux doivent trouver de nouveaux moyens de desservir les établissements humains isolés ou de petite taille, et d'assurer un contrôle adéquat des petites installations de traitement indépendantes.

La mise en décharge reste le principal mode d'élimination des déchets municipaux

- La production de déchets municipaux a ralenti au cours des années 2000. En moyenne, une personne vivant dans la zone OCDE produit 520 kg de déchets par an, soit 30 kg de moins qu'en 2000, mais toujours 20 kg de plus qu'en 1990. Bien que les déchets soient de plus en plus réintroduits dans l'économie via le recyclage, la mise en décharge demeure le mode d'élimination privilégié dans la moitié des pays de l'OCDE.

La biodiversité est de plus en plus menacée

- De nombreuses espèces animales et végétales sont en danger dans les pays de l'OCDE, et en particulier dans les pays à forte densité de population et d'infrastructures. En Amérique du Nord et en Europe, les populations d'oiseaux agricoles ou forestiers ont reculé d'environ 30 % en 40 ans. De nombreuses forêts sont menacées par la dégradation, le morcellement et le changement d'affectation des sols. La demande de bois induite par les objectifs en matière d'énergies renouvelables joue un rôle de plus en plus grand dans l'exploitation des forêts.

Les progrès environnementaux dans les secteurs économiques sont inégaux

- Entre 2000 et 2014, l'amélioration de l'intensité énergétique s'est poursuivie. Le recours aux énergies renouvelables se développe, en particulier en Europe. Dans les pays de l'OCDE, les énergies renouvelables représentent 21 % de la production d'électricité (15,6 % en 2000) et près de 9 % des approvisionnements totaux (6 % en 2000), qui restent toutefois dominés par les combustibles fossiles (80 %).

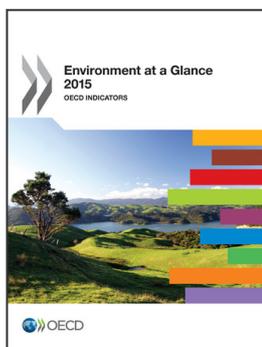
- Dans la plupart des pays de l'OCDE, la circulation routière a augmenté plus vite que la croissance économique. Les effets des mesures prises par les différents pays pour promouvoir des véhicules plus propres sont souvent compensés par la progression du parc automobile et de la circulation routière, d'où un accroissement de la consommation de carburant et de la pollution.
- Dans presque tous les pays, la superficie agricole a diminué parallèlement au recul de certaines émissions de GES liées à l'agriculture et à celui de la consommation d'engrais phosphatés. Cependant, la part des terres consacrées à l'agriculture biologique reste faible, à peine plus de 2 %, même si ce chiffre masque des variations importantes entre les pays. En effet, la part de l'agriculture biologique est généralement supérieure dans l'Union européenne, où elle atteint 10 à 17 % dans certains pays.

Le soutien à la recherche, au développement et à l'innovation progresse

- Les dépenses publiques de R-D consacrées à l'environnement ont progressé de plus de 20 % depuis 2000 et sont reparties à la hausse plus rapidement que les dépenses de R-D totales au sortir de la crise économique de 2008. Elles représentent toutefois moins de 2 % des dépenses publiques totales de R-D. La part des dépenses visant les énergies renouvelables dans les dépenses totales liées à l'énergie a quant à elle augmenté, passant de 8 % à 24 %.
- L'aide publique au développement (APD) allouée à l'environnement continue de croître ; sa part dans l'APD totale est passée de 9.6 % en 2002 à 12.6 %, l'aide liée aux énergies renouvelables dépassant désormais celle ciblant les énergies non renouvelables.

Il reste difficile d'appliquer des instruments de marché visant une tarification de la pollution

- Le recours aux taxes liées à l'environnement progresse mais demeure limité par rapport à la fiscalité du travail. Les recettes ainsi dégagées représentaient environ 1.6 % du PIB en 2013. Ces prélèvements sont dominés par les taxes sur l'énergie (69 %) ainsi que sur les véhicules automobiles et les transports (28 %). La variation des taux d'imposition de l'énergie, la divergence des signaux-prix, le faible taux de taxation des combustibles à fort impact environnemental et les exonérations dont bénéficient les produits énergétiques utilisés dans certains secteurs entravent la transition vers une économie sobre en carbone. De nombreux pays continuent de taxer davantage l'essence que le gazole et la part des taxes dans les prix à la consommation finale est généralement plus élevée pour les ménages que pour l'industrie.



Extrait de :
Environment at a Glance 2015
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264235199-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Résumé », dans *Environment at a Glance 2015 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264255531-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.